

LFI ouvre des tractations historiques avec le PS

Les négociations entre La France insoumise (LFI) et le Parti socialiste (PS) en vue des législatives ont démarré hier par une rencontre « positive ».

Pas de points insurmontables : les tractations entre LFI et le PS pour les législatives contrastent avec les tensions qui continuent de perturber les discussions entre insoumis et écologistes. « On n'avait pas l'impression de discuter avec le même PS qu'il y a deux, trois ans », a rapporté le négociateur en chef de LFI Manuel Bompard, qui a par ailleurs entamé d'autres discussions bilatérales depuis plus d'une semaine avec EELV, le PCF et le NPA.

« Une volonté de rupture avec le PS de Hollande »

LFI affiche son ambition d'obtenir la fonction de Premier ministre pour Jean-Luc Mélenchon grâce à une victoire aux législatives, après sa solide troisième place à la présidentielle. Manuel Bompard a estimé qu'il n'y avait « pas de point de discussion qui paraissait insurmontable » avec le PS, après des années de fracture profonde alimentées par une campagne présidentielle offensive d'Anne Hidalgo à l'encontre de Mélenchon.



La délégation du PS arrivant au siège de LFI à Paris, avec Pierre Juvet (à droite).

(Photo AFP)

« Il y a clairement une volonté d'afficher une rupture avec le PS de François Hollande, ils n'avaient pas de difficulté à s'engager sur l'abrogation de la loi El Khomri, sur la VI^e République, le blocage des prix, qui sont pour nous des marqueurs importants », s'est réjoui l'eurodéputé LFI.

Le porte-parole du PS Pierre Juvet a pour sa part déclaré avoir « eu une discussion constructive qui nous a permis d'avancer sur certains points, il n'y a pas entre nous de point de blocage insurmontable » en vue d'un accord.

Envisager un accord avec le parti de Jean-Luc Mélenchon est un tournant

majeur pour les socialistes. Sous la contrainte car avec 1,7 % des voix à la présidentielle, le PS est menacé de disparition.

Depuis le vote par son Conseil national, il y a huit jours, d'une volonté de discuter avec LFI, le PS est en proie à des tensions. Mardi soir, le Premier secrétaire Olivier Faure, critiqué lors d'un bureau national par le courant minoritaire du parti, a invité ceux qui pensent « qu'il n'y a plus rien à faire » à partir. Vi-

sant notamment Stéphane Le Foll ou Jean-Christophe Cambadélis.

Mélenchon veut rassurer

Du côté des verts, le patron d'EELV Julien Bayou a critiqué hier une « volonté hégémonique » de Mélenchon, plaidant pour « une coalition » de la gauche plutôt qu'une fédération. Dans un entretien à L'Humanité d'aujourd'hui, Mélenchon tente de rassurer : « Nous proposons que chacun ait un groupe parlementaire, et en même temps un intergroupe. Et un Parlement commun », qui « permet à chaque organisation de rester elle-même et au peuple d'entrer en action ».

En bref

Jean-Pierre Chevènement lance un mouvement politique en soutien à Macron

L'ancien ministre de gauche Jean-Pierre Chevènement, 83 ans, a lancé hier un nouveau mouvement politique baptisé « Refondation Républicaine », fidèle « aux objectifs définis par Emmanuel Macron », pour tenter de « jouer un rôle d'orientation » au sein « d'une majorité présidentielle ouverte et plurielle ». Ce nouveau courant, aux idées souverainistes, vise « un redressement de la France, appuyé sur la reconquête de l'indépendance en tous domaines et sur la relance du nucléaire », et entend investir une « petite dizaine de candidats » aux prochaines élections législatives.

Macron nommera un Premier ministre « attaché à la question sociale, environnementale et productive »

Pour son premier déplacement depuis sa réélection, Emmanuel Macron a plongé dans l'effervescence et la bousculade du marché d'un quartier populaire, le marché Saint-Christophe de Cergy (Val d'Oise), ville où Jean-Luc Mélenchon a obtenu 48 % des voix. Bains de foule, poignées de main, embrassades, selfies... La séquence de deux heures a donné des sueurs froides à son service d'ordre, qui a dû déployer le parapluie contre un jet de tomates cerises qui n'a pas touché le Président. Sans évoquer de noms, Macron a affirmé que le Premier ministre qu'il nommerait en remplacement de Jean Castex sera « quelqu'un qui est attaché à la question sociale, à la question environnementale et à la question productive ».

2 333 904 bulletins blancs recensés

Le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, a proclamé hier officiellement Emmanuel Macron président de la République, pour avoir recueilli la majorité absolue des suffrages, 58,55 %. Soit 18 768 639 bulletins pour Macron, contre 13 288 686 pour Le Pen. Des « irrégularités » ont été constatées dans 48 bureaux de vote, conduisant à l'annulation de 20 594 suffrages, soit 0,06 % des suffrages exprimés. 35 096 478 personnes ont voté, dont 2 333 904 bulletins blancs. 13 655 861 électeurs se sont abstenus.

Le cadeau de Zemmour à Ciotti

« L'union nationale en actes » : le polémiste d'extrême droite Éric Zemmour, balayé dès le 1^{er} tour de la présidentielle avec 7,07 %, révèle sur Twitter que Reconquête ! ne présentera aucun candidat face à Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen, et... Éric Ciotti, qu'il considère comme un Républicain patriote. Le finaliste de la primaire LR avait, sans ambiguïté, dévoilé qu'en cas de second tour Macron-Zemmour, son vote irait au candidat d'extrême

droite.

Le tweet du président de Reconquête ! à peine posté, Christian Estrosi grinçait : « L'alliance ancienne et discrète d'Éric Ciotti avec l'extrême droite éclate enfin au grand jour. » Allusion aux dernières législatives. En 2017, Philippe Vardon, le patron du RN à Nice, s'était présenté dans la 3^e circonscription alors que tout le monde l'attendait dans la 1^{re}, détenue par Eric Ciotti depuis 2007. Un glissement, qui selon plu-

sieurs sources, avait été négocié en coulisses. Le Rassemblement national avait envoyé à la place de l'ex-identitaire bulldozer, un second couteau : le Vençois Jean-Pierre Daugeilh qui, avec ses 12,49 %, avait décroché le pire score du parti de Marine Le Pen dans les Alpes-Maritimes et fait les affaires du sortant LR.

Zemmour à l'assaut de la 8^e circo ?

C'est à Cannes que le chroniqueur devenu prétendant à l'Élysée a fait l'un de ses meilleurs scores dans le département, 17,35 %. Dix points de plus qu'au natio-

nal. Et c'est sur ce territoire qu'il pourrait battre campagne pour les législatives. « C'est effectivement une hypothèse », admet énigmatiquement un cadre régional de Reconquête !, qui ne souhaite pas s'avancer davantage. « La 8^e circonscription, délaissée depuis longtemps par un député fantôme, est très poreuse aux idées d'Éric Zemmour », se réjouit-il. Et de conclure : « Notre fédération est l'une des plus puissantes de France. Plus de 4 000 adhérents et plus du double de sympathisants. Eric a tout à gagner, chez nous. »

C'EST POLITIQUE

■ Jordan Bardella dans le Var ce jeudi

Le président du Rassemblement national sera dans l'Est-Var aujourd'hui pour lancer la campagne des législatives de son parti.

Jordan Bardella visitera une exploitation viticole dans le Pays de Fayence pour évoquer les problématiques des agriculteurs avant de tenir une conférence de presse à Fréjus, en compagnie de David Rachline, pour présenter les candidats du parti de Marine Le Pen dans les huit circonscriptions du département. Un temps annoncé candidat dans la 4^e, il

ne briguera pas, sauf surprise, le siège occupé aujourd'hui par la candidate LREM Sereine Mauborgne. LE RN attend beaucoup du « 3^e tour » dans le Var où Marine Le Pen est arrivée largement en tête au second tour de la présidentielle avec 55,10 % des voix, son 9^e meilleur score au niveau national dans la métropole.

■ Le PCF appelle à une union des gauches

À quelques jours de la fête du travail, et de la mobilisation – qu'ils espèrent forte – du 1^{er} mai, les communistes du Var ont adressé ce mardi un courrier à l'ensemble des forces

de gauche du département pour s'unir à l'orée des élections législatives. « *Face à la gravité de la situation, il était urgent de s'adresser aux formations politiques de gauche pour leur proposer, dans le respect de leurs diversités et sans esprit hégémonique, une rencontre multilatérale en vue d'un accord départemental le plus large possible* », écrit Pierre Daspre, le secrétaire départemental du Var.

Le PCF est prêt à remiser ces huit candidats pour trouver un accord avec la France insoumise, le PS, EELV et les autres forces de gauche, assez faibles dans le Var. Le cumul des

scores du 1^{er} tour de la présidentielle dépassait à peine les 22 %, derrière la locomotive insoumise de Jean-Luc Mélenchon (14,91 %).

■ Jean-Louis Masson droit dans ses bottes

Le président départemental des LR du Var, Jean-Louis Masson, hausse le ton pour les législatives face à la tendance largement observée ces dernières semaines des élus varois à basculer dans la Macronie. « *Notre famille politique porte sa propre voix : celle d'une droite indépendante et populaire qui doit exister par elle-même pour éviter*

l'immobilisme, le laxisme et le recul de la France pendant cinq ans. (...) Nous refusons la logique du parti unique à la disposition du Président de la République », écrit le maire de La Garde.

L'enjeu est très fort dans le Var pour la droite républicaine, leurs deux dernières députées sortantes ne se représentant pas. À Toulon, dans la 1^{re}, Geneviève Levy sera suppléante de Yannick Chenevard, qui va certainement obtenir une investiture Horizons. Dans la 3^e, Édith Audibert passe la main, la candidate des LR sera la conseillère départementale, Valérie Rialland.

O. M.

Vu, lu... entendu

Gauche républicaine et socialiste (GRS) appelle aussi à l'union

Dans la 7^e circonscription, le rapprochement des forces de gauche pour les élections législatives semble prendre corps. Après l'appel à l'union du référent local de la France insoumise (*Var-matin* du 26/04), c'est au tour du coordonnateur départemental de la Gauche républicaine et socialiste (GRS), Stéphane Sacco, de prôner le consensus : « *Les résultats du 2^e tour de la présidentielle dans de nombreux départements, dont le nôtre, sont éloquents et nous montrent le danger d'avoir un député d'extrême droite sur cette circonscription* », écrit-il dans un communiqué. « *Une seule solution pour éviter un député RN et porter à l'Assemblée nationale une vraie opposition à Emmanuel Macron, c'est l'union des forces républicaines, progressistes, écologistes et sociales de gauche, à laquelle appelle GRS. Concomitamment aux échanges de nos organisations au niveau national, des rencontres locales doivent se tenir pour préparer ce troisième tour.* »